

# “On implémente le tronc commun sans aucun débat”

■ Pour Barbara Trachte, le parlement de la Communauté française n'est pas assez sollicité en vue du Pacte d'excellence.

Ce mercredi, en séance plénière du parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, est mise à l'ordre du jour une proposition de décret visant à installer des groupes de travail afin de rédiger les futurs référentiels de cours. Pour rappel, ces derniers sont les documents officiels qui fixent ce qui doit être enseigné dans les différentes classes.

A priori, ce décret semble technique et anodin. Il fait néanmoins bondir Barbara Trachte, cheffe de groupe Ecolo au parlement de la Fédération.

## Un vrai débat pour un vrai choix de société

*“Ces groupes de travail vont rédiger les futurs référentiels selon le canevas fixé par le Pacte d'excellence, qui entend, par exemple, offrir plus de place aux savoirs. Mais ils seront rédigés également en fonction du futur tronc commun jusqu'à 15 ans, explique la parlementaire. Ce qui m'interpelle, davantage que le fond, c'est que l'on travaille donc très concrètement à l'implémentation du tronc commun, alors qu'il n'y a pas eu un seul débat au parlement sur cette réforme qui n'est pas anodine puisqu'elle constitue un vrai projet de société.”*

Notons que la mise en place d'un tronc commun de cours pour tous les élèves a été envisagée par le groupe central du Pacte qui rassemblait les acteurs institutionnels de l'école (syndicats, réseaux, associations de parents). Notons également que la forme que prendra ce tronc commun sera débattue en janvier, notamment au parlement. Cela ne rassure cependant pas tout à fait Barbara Trachte. *“Le fait d'aller vers un tronc commun constitue un choix de société. Or, aujourd'hui, c'est encore le parlement qui représente la société. J'observe qu'on s'engage dans une telle réforme sans que nous soyons réellement consultés et cela m'étonne. Je ne pense pas que cela soit volontaire de la part du gouvernement. Je pense qu'il a oublié le parlement. C'est ce genre d'oubli, cependant, qui risque d'hypothéquer l'avenir du Pacte. Une réforme d'une telle envergure nécessite un consensus politique et mérite un vrai débat public.”*

BdO